Le sexe de la Constitution vaudoise

PENDANT LE SIÈGE qui allait emporter Byzance, les théologiens y disputaient du sexe des anges. Quand s'écroulent les finances vaudoises, débattons donc de la Constitution. L'avant-projet (AP) qui vient d'être rendu public et qui a éliminé la référence (inappliquée) de l'actuelle Constitution à l'équilibre budgétaire est un texte original, provocant, de qualité si le but est d'alimenter de larges débats.

Mais d'abord, pour le plaisir, ne pas négliger l'anecdote! L'article premier de l'AP décrète: «Le canton de Vaud est une République démocratique, libérale et sociale». Le président du parti radical vaudois, Yves Christen, influencé par la signature du responsable de l'AP, le conseiller d'État communaliste Josef Zizyadis, déclara à la radio romande que «République démocratique», quand même, cette terminologie (sous-entendu digne de l'ex-RDA) était dépassée. Or «République démocratique», c'est la formule de l'article premier de l'actuelle Constitution, adoptée en 1885. Au XIX^e siècle, les radicaux étaient républicains.

Nous avons toujours pensé à DP que l'exercice de la révision constitutionnelle pouvait être pour les cantons un signe de vitalité. Plusieurs s'y sont risqués avec succès, dont Berne; mais s'il n'est pas porté par une majorité évidente ou un large consensus, l'exercice risque d'être long... et byzantin.

Voyez par exemple le Tessin, si audacieux en tant de domaines, à l'ouvrage sur ce sujet depuis 1977. La commission du Grand Conseil, pour ne pas noyer la révision, aurait voulu que le peuple puisse se prononcer sur des variantes. Finalement il n'y aura qu'un seul texte et les variantes deviendront, éventuellement, l'objet de révisions partielles.

L'AP vaudois par ses innovations tous azimuts, découpage territorial, statut des communes, organisation et révocabilité du Conseil d'État, nombre de députés, statut des Églises, va ouvrir autant de robinets d'éloquence. Il faudra des années et des années pour canaliser ces débats.

Or une consultation rapide ferait apparaître un problème urgent: le statut des communes. Pour trois raisons. Il

*Révision globale
en un seul temps ou
révision d'ensemble
par chapitres et
par étapes?*

faut qu'elles aient les capacités d'exercer réellement les pouvoirs qui leur sont réservés; le problème des agglomérations doit trouver une base légale; la péréquation est appelée à s'inscrire plus fortement dans les faits. Certes on peut douter qu'il y ait un consensus dans le canton sur ce sujet. Mais il faut trancher et dans des délais courts. Ce chantier est prioritaire.

Autrement dit, le premier choix méthodologique est celui-ci. Révision globale en un seul temps ou révision d'ensemble par chapitres et par étapes. Le second terme s'impose si l'on veut éviter la dispersion et que quelque chose véritablement bouge. AG

Une autoroute tortueuse

Entre le crédit d'études déposé en 1960 et la fin du chantier en 1999, la réalisation des infrastructures routières valaisannes fut longue et onéreuse.

L'AUTOROUTE DU VALAIS: rappel des faits. Les premières études datent de 1960. La réalisation débute en 1975 avec une première mise en service de St-Maurice à Riddes en 1981. Dès 1979, le tracé entre Riddes et Sion, puis Sierre fit l'objet d'une vive contestation. Les procédures furent bloquées pendant 3 ans et le projet définitif retardé de 7 ans. Le projet de tracé complet fut acquis en 1991. Le tronçon ouvert à la circulation représente 53 kilomètres. Il reste 37 km à réaliser de Sierre à Brigue dont 4,5 km sont actuellement en construction entre Sierre-Ouest et Sierre-Est avec une ouverture prévue en 1999.

Débauche de moyens

Entre-temps, la Loi fédérale sur la protection de l'environnement est entrée en vigueur en 1985 et l'Ordonnance sur les études d'impact en 1989. Dans le Haut-Valais, l'emprise de l'autoroute sera de 24 mètres au lieu de 27, le tracé est passé de la rive gauche à la rive droite du Rhône. Sur 32,5 km à réaliser, 14,4 km seront constitués de tunnels, galeries et tranchées couvertes, dont peut-être deux passages sous le Rhône.

Le coût prévisionnel est de 2,125 milliards, soit un coût probablement sans égal en Europe, si ce n'est dans des autoroutes urbaines de 57 millions le kilomètre. Ce coût comprend la mise en double voie de la ligne CFF entre Varen et Leuk, ainsi que 5 jonctions, 6 demi-jonctions et 2 aires de repos. L'autoroute sera hors vue à la hauteur de chaque site naturel d'importance et de chaque village.

Le secteur entre Sion et Sierre a déjà largement bénéficié des effets de la LPE. Mentionnons par exemple l'implantation de végétaux de la région sur les talus. Des boutures de saule prélevées sur les arbres des bords du Rhône furent en effet plantées, ce qui est paradoxalement plus complexe que de couvrir le sol de plantes «exotiques» faciles à placer, mais qu'il faut régulièrement arroser.

L'autoroute valaisanne n'est pas une artère de transit, c'est une «épine dorsale», pour reprendre les termes du marketing officiel, destinée à desservir chaque vallée et chaque localité d'importance, d'où le nombre élevé de jonctions et les grands travaux d'amé-

lioration des dessertes transversales. Comme tous les cantons romands, le Valais s'est mis à la mode des giratoires. Il n'en existait aucun avant 1985; le canton en compte 66 aujourd'hui.

Le rappel de l'histoire oblige à tordre le cou à un mythe: celui de l'opposition des Hauts-Valaisans alors que les Romands du canton auraient accepté tout uniment l'autoroute. Or il n'en a rien été, le tracé de l'autoroute de Riddes à Sierre et la traversée de St-Maurice fut l'occasion de controverses et d'oppositions virulentes.

On ne peut s'empêcher de mettre en parallèle l'extraordinaire débauche de moyens consacrés à la route et la pauvreté des investissements des chemins de fer, en tout cas jusqu'à l'éventuelle future construction du tunnel de base du Lötschberg. Il suffit de rappeler que le chemin de fer est encore à voie unique sur certains tronçons. D'autre part, pour que le Pendolino puisse traverser le Valais à grande vitesse, d'importants investissements seraient nécessaires dans la signalisation. Or, pour autant que nous le sachions, rien n'a été prévu!

Pourtant, nul ne peut contester la force esthétique de certains ouvrages d'art: l'élégant pont de St-Maurice, l'ouvrage haubané de Chandoline et même le très brutal bunker en béton armé du pont de Riddes sont spectaculaires à regarder et à traverser. Vue du ciel, des vallées, des cols, elle est plutôt belle l'autoroute des Valaisans. À mi-chemin de l'esthétique des cheminées d'usine de l'ex-Allemagne de l'Est et des vignobles en terrasse, elle représente aussi une certaine image de la créativité de notre siècle finissant. *js*

Médias

L'ES SENS PÉJORATIF DE «canard» pour un journal de peu de valeur ne fait pas peur aux éditeurs marginaux. Découverts en France: *Le vilain petit Canard* (n° 16) et *Le canard sauvage* (n° 9). Dans les années 30, en Suisse romande, *Le canard libre* a participé à la campagne contre l'initiative de la Fédération fasciste suisse pour l'interdiction de la franc-maçonnerie.

cfp

Les pressés et les pressés

Le 28 novembre, les Suisses se prononceront sur l'initiative Jeunesse sans drogue, mais aussi sur l'Arrêté fédéral urgent sur l'assurance chômage.

EN SUISSE, LES décisions politiques ont des temps variables. Parfois cinquante ans ne suffisent pas à venir à bout des tergiversations et des frilosités parlementaires. Quelquefois par contre, les coups d'accélérateur sont proprement inquiétants.

Reviements des Chambres

Tel fut le cas de l'Arrêté fédéral urgent (AFU) sur le financement de l'assurance chômage. À peine une deuxième révision partielle avait-elle été adoptée par le Parlement, après d'âpres négociations entre tous les partenaires sociaux pour une fois invités à participer, que le Conseil fédéral proposait de supprimer – vite donnée, vite reprise – la toute nouvelle contribution fédérale de 5% aux dépenses de l'assurance chômage.

La proposition fut alors refusée par les Chambres. Le Conseil fédéral ne renonça pas et revint au pas de charge une année après: la révision n'était pas encore entrée en vigueur (une partie en janvier 1996, l'autre en janvier 1997), les collectivités publiques, les chômeurs, les représentants syndicaux et patronaux commençaient à s'y adapter et à s'organiser, que le Conseil fédéral demandait, par la voie d'un arrêté fédéral urgent, des réductions de prestations et la suspension, jusqu'en 2002, du 5% de participation fédérale au financement de la caisse chômage. Rappelons que le 95% de son financement est pris en charge paritairement par les employeurs et les employés à hauteur de 3% de la masse salariale. La Confédération laisse le 5% à fonds perdu. Le Parlement approuva alors cet arrêté, appliqué depuis le début de cette année.

68% du dernier salaire

L'AFU porte sur le montant des indemnités journalières versées aux chômeurs. La modification pourrait sembler minime: 1% de diminution des indemnités pour des personnes ayant un revenu en dessous de 2800 fr. et pour celles ayant charge familiale, et 3% de diminution pour toutes les autres. C'est pourtant la cinquième di-

minution des indemnités chômage en l'espace de quatre ans, une baisse du pouvoir d'achat qu'aucun salarié n'a jamais connu, du moins jusqu'à présent. Un travailleur se retrouvant au chômage aujourd'hui ne toucherait alors plus que le 68% de son dernier salaire.

Par cet arrêté fédéral urgent, le Conseil fédéral entend atteindre deux objectifs: l'un serait d'assainir la caisse de chômage largement déficitaire. La baisse des indemnités journalières permettrait d'économiser 90 millions. C'est l'explication officielle, motivée par de nobles sentiments, celle qui figure dans les tous-ménages bientôt distribués pour la votation. Le deuxième objectif se réfugie derrière le premier et le contredit: le gouvernement prévoit des économies drastiques essentiellement dans les domaines du social et des transports. Le 5% de contribution de la Confédération au financement de l'assurance chômage ne sera plus versé; au total 300 millions de moins par année, 1,5 milliard jusqu'en 2002.

Mesures indignes

Rapide calcul: sur cinq ans, l'AFU permettra à la caisse chômage d'économiser 450 millions. Mais simultanément la Confédération la privera de 1,5 milliard. Au final l'assurance chômage subira une perte sèche d'environ 1 milliard. Transférer le déficit de l'État fédéral sur une caisse chômage mal en point, puis laisser croire que cet arrêté fédéral permettra de la remettre à flot est particulièrement indigne. Par cette mesure, non seulement le Conseil fédéral fait porter aux chômeurs le poids du déficit fédéral, mais se délie de sa responsabilité qu'il refile alors aux travailleurs et aux employeurs.

Si le référendum contre cet AFU fut lancé courageusement par une poignée de chômeurs de la Chaux-de-Fonds, si l'Union syndicale suisse et le Parti socialiste préférèrent chichement capitaliser la victoire contre la Loi sur le travail lors de la récolte de signatures, aujourd'hui, au seuil de la votation, le front à gauche est uni pour s'opposer à l'exercice d'économie, rejoint même par certaines voix de droite, dont le Centre patronal vaudois, tant l'urgence

à défaire ce qui fut péniblement mis sur pied donne le sentiment que le gouvernement vogue sans gouvernail, sans priorité, sans projection sur le long terme.

Une prestation obligatoire

L'assurance chômage n'est pas un privilège de pauvres. C'est une prestation à laquelle chaque salarié a droit, et qu'il a le devoir de financer. Le Conseil fédéral et le Parlement, en écornant ainsi le principe de la sécurité du droit, font preuve d'une part d'une grave inconstance dans l'application des lois, et d'autre part transforment les décisions politiques en vaste tartuferie. Alors qu'on demande à la population de laisser à la nouvelle assurance maladie le temps d'exercer son effet régulateur, on oblige les chômeurs à coups d'arrêtés urgents à participer à l'assainissement des finances fédérales. Ce n'est pas parce que les chômeurs remplissent des tâches d'utilité publique qu'ils doivent pour autant combler les trous de la Confédération. Ou alors le gouvernement se livre à une lecture quelque peu élargie du contenu des programmes d'occupation. Enfin, Kaspar Villiger annonce une planification financière tablant sur un taux de croissance constant, et dans le même temps justifie des mesures urgentes où soudain celui-ci serait inférieur aux prévisions officielles.

Aujourd'hui, et malgré la reprise annoncée depuis ce printemps, on prévoit 220000 chômeurs pour la fin de l'année. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des personnes ne figurant pas dans les statistiques: celles inscrites à l'aide sociale, les chômeurs au bénéfice d'un gain intermédiaire, ou les salariés renonçant à toucher le chômage, tels les femmes ou les jeunes. En tout des centaines de milliers de personnes et leur famille.

Le gouvernement semblerait atteint d'un mal qu'on appelle le syndrome de Münchhausen, du nom dudit baron qui, un jour qu'il s'embourbait dans un marais profond, tenta de sortir de l'eau en se tirant par les cheveux. C'est grave, mais ça se soigne en votant contre cet arrêté fédéral urgent le 28 septembre.

gs

Conclusions définitives? Non,

Publié au début de l'été, le rapport de synthèse sur l'essai de prescription médicale de stupéfiants a toute la complexité globalisante d'un rapport officiel, mais il n'en a pas la langue de bois: difficultés et inachèvements de l'expérience sont discutés. Cette prescription se révèle un espoir de plus pour les 30000 héroïnomanes en Suisse.

C E PROJET EST multiforme et ambigu; il est entrepris dans un milieu difficile, où atteindre les individus du groupe cible et les retenir pour une durée de traitement suffisante est déjà un succès; dans ces conditions, le versant scientifique du projet – «vérifier si la prescription de stupéfiants sous contrôle médical est d'une efficacité comparable ou supérieure aux traitements thérapeutiques actuels» – doit être considéré comme un projet pilote à repenser et à poursuivre, même si à ce jour, l'entreprise a déjà généré 145 communications scientifiques.

Pharmacologie lacunaire

Indigence des connaissances de base: ni pharmacodynamique, ni pharmacocinétique, ni effets subjectifs, ni effets secondaires de l'héroïne ne sont clairement connus chez l'homme. Le projet innove – mais sur un échantillon trop restreint – dans l'étude de moyens al-

ternatifs de consommation de l'héroïne: cigarettes, comprimés retard, capsules (produites manuellement), suppositoires, aérosols d'héroïne. Ainsi, on a construit un robot-doseur piloté par ordinateur qui peut produire 300 cigarettes à l'heure. Chaque fois les essais se sont faits sur deux patients seulement. Ces formes non injectables présentent un grand intérêt thérapeutique, il faudrait pouvoir en continuer l'évaluation. Curieusement, le rapport mentionne pour plusieurs de ces conditionnements alternatifs que le patient ressent un *flash* et un *high*, alors que ni l'héroïne, ni son métabolite actif (le 6MAM) ne sont détectables dans le sang. Effets subjectifs, toujours très puissants chez l'homme? À refaire et à suivre...

Études randomisées

La randomisation de la prescription des substances (les différentes substances à comparer sont attribuées au

Titre officiel: PROVE: Projekt zur ärztlichen Verschreibung von Betäubungsmitteln.

Dates importantes: Ordonnance du Conseil fédéral, 21.11.1992; premier plan global de recherche, 1.11.1993; saisie des données commencée le 1.1.1994; deuxième plan global de recherche, 24.5.1995; saisie des données achevée le 31 décembre 1996.

Méthodes: Deux essais en double-aveugle, trois essais randomisés et onze essais avec indication individualisée. Dix-sept centres de traitement mis en place dans le cas de Bâle-Ville, Winterthour, Zoug et Zürich, après votation populaire (et un soutien entre 59 et 74% des votants).

Information sur les patients (n = 1035): Près de la moitié des patients viennent des villes de Zurich, Bâle et Berne; 43% louent un appartement/maison, 42% sont sans travail, 18% ont plus de 30000 francs de dettes, 75% touchent une prestation sociale. Ils sont polytoxicomanes; depuis 10 ans, 81% consomment de l'héroïne journalièrement. 84% ont eu des condamnations judiciaires.

Échantillon: 1217 personnes autorisées par l'OFSP à suivre un traitement; dans le présent rapport, les analyses détaillées portent au plus sur 250 personnes.

Conditions: Pas de stupéfiants injectables à emporter; interdiction de conduire un véhicule à moteur, encadrement en plus de la prescription, procédure d'autorisation centralisée, pas de possibilité de traitement en parallèle dans un programme de méthadone.

Prescriptions: 80% du total des jours de consommation ont vu l'héroïne injectable prescrite, en moyenne trois remises par jour. Injections par les patients eux-mêmes. Dosages réglés de manière décentralisée (selon centres), discutés avec les patients; on n'observe pas d'augmentation continue au cours du traitement.

Satisfecit général: Ce groupe cible a été mieux atteint qu'avec d'autres traitements, santé physique considérablement améliorée, dépressions réduites, consommation illégale d'héroïne diminuée, situation résidentielle améliorée, délinquance fortement diminuée. Le taux de maintien (69% après 18 mois) est exceptionnellement élevé en comparaison avec d'autres programmes.

l'expérience devra continuer!

hasard) s'est avérée difficile, dans la mesure où les inconvénients constatés très tôt pour l'injection de la morphine avaient été rendus publics par des communiqués de presse. Les patients n'étaient prêts à accepter de la méthadone injectée ou de la morphine que s'ils étaient recrutés rapidement dans le programme d'héroïne injectée. Cette phase de randomisation proprement scientifique a été réduite à six semaines avec des résultats provisoires (l'héroïne a des effets meilleurs et des effets secondaires moindres que morphine et méthadone injectées); mais l'effet thérapeutique à moyen et à long terme n'a pas pu être étudié.

Essais en double-aveugle

Les essais en double-aveugle (ni patient ni médecin ne savent si le stupéfiant injecté est de l'héroïne ou de la morphine) ont échoué à Thoune, où les patients ont vite discerné la très légère différence de couleur entre la solution d'héroïne et celle de morphine. À Berne, sur un petit échantillon de moins de quarante patients, le protocole bien pensé a permis d'établir que l'héroïne est la mieux à même d'éviter les interruptions de traitements (interruptions en particulier motivées par effets secondaires de la morphine injectée).

Comme les contrôles d'urine manquent pour une éventuelle consommation illégale d'héroïne (pendant le traitement), ce sont les dires des patients eux-mêmes qui sont pris en compte (le rapport est conscient de cette faiblesse). D'après les sujets donc, avant l'entrée dans le programme, 81% consommaient de l'héroïne illégale journalièrement, après 18 mois, 6% le faisaient.

À partir des 65 personnes ayant terminé le traitement et avec lesquelles un entretien «ultérieur» a pu se faire, le rapport constate que «dans l'ensemble, il apparaît que les améliorations de la situation sociale intervenues au cours du traitement subsistent 6 mois après la sortie du programme, indépendamment du fait qu'un traitement ultérieur ait été ou non entrepris. La consommation de drogues illégales connaît une légère croissance au cours du premier semestre suivant la sortie, sans toutefois atteindre le niveau précédant le traitement.

C'est prometteur mais encore vague, et une nouvelle enquête sera effectuée dès cet automne. Le groupe de chercheurs indique qu'un potentiel de rechute important pourrait éventuellement provenir du fait que le contact avec des personnes en dehors du milieu de la drogue n'augmente pas avec le traitement.

Comparaison avec d'autres programmes

Cette comparaison apparaît encore comme spéculative, car les conditions très strictes pour entrer dans le programme PROVE font qu'il n'y a pas réellement de groupe contrôle; les chercheurs ont essayé, de manière relativement convaincante, d'établir une comparaison en normalisant et en pondérant les patients de trois programmes de traitements (Programme méthadone canton de Zurich, abstinence dans un centre, et héroïne). Ils concluent que les héroïno-dépendants très atteints de PROVE interrompent moins leur traitement que dans les autres cas, et renoncent plus facilement à la consommation illégale d'héroïne. Mais ce rapport final ne présente pas encore les données multivariées, l'analyse comparative des traitements à la méthadone (injectée et orale) tentés dans les policliniques; ces résultats figureront dans les rapport intermédiaires exhaustifs (*sic*).

Mais, le rapport le dit subtilement: pour que le traitement prescrivant de l'héroïne puisse véritablement être comparé aux thérapies de substitution appliquées aux dépendances chroniques, il faudra imaginer un protocole où les indications ne sont pas limitées dans le temps. ge

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

Gérard Escher (*ge*)

André Gavillet (*ag*)

Jacques Guyaz (*gj*)

Pierre Imhof (*pi*)

Yvette Jaggi (*yj*)

Jérôme Meizoz

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,

Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

CCP: 10-15527-9

Extraits du rapport

SUR LA NÉCESSITÉ de la recherche: quelles seront les répercussions de la suppression de la recherche accompagnant les centres de traitement? «L'évaluation scientifique oblige à collecter des données, et leur analyse encourage l'examen critique de la qualité des traitements et contribue à la formation des collaborateurs. Si cette fonction était totalement supprimée, aussi bien l'échange d'informations et d'expériences que la réflexion sur le travail fait à l'intérieur même des centres s'affaibliraient.» (p.121).

Sur une nouvelle attitude face à la dépendance: «Car en fin de compte, il s'agit bien aujourd'hui de savoir combien de patients sont capables finalement de sortir de leur dépendance à l'héroïne, et pour combien d'entre eux

le traitement présente plutôt un caractère palliatif, comme chez les patients chroniques qui ne peuvent être guéris de leur maladie fondamentale.» (p. 139)

Sur la faisabilité de la prescription d'héroïne: «Il ressort des conclusions précitées que l'on peut préconiser la poursuite d'un traitement à base d'héroïne, appliqué de façon restreinte au groupe cible décrit, dans le cadre de policliniques équipées à cet effet, soumises à un contrôle et conformes aux conditions-cadres énoncées.» (p. 143)

Essais de prescription médicale de stupéfiants, Ambros Uchtenhagen et al., Rapport final des mandataires de la recherche, Institut für Suchtforschung, in: *Verbindung mit der Universität Zurich*, Zurich, juin 1997.

Racisme: la difficile responsabilité de

Début août, 24 Heures faisait état d'un jugement impliquant un Zaïrois ayant obtenu sur 2 ans près de 110000 francs d'aides sociales auxquelles il n'avait pas droit. Sans entrer en matière sur le fond de l'article – qui visait davantage les services sociaux que l'escroc – on peut s'interroger sur la nécessité de mentionner l'origine de la personne jugée. Préciser que le coupable est étranger laisse supposer que cette information a une influence sur les faits relatés. Sinon, pourquoi dire que cette personne est zaïroise, mais pas que telle autre a les yeux bleus?

La question de la responsabilité des journalistes dans les dérives racistes est justement le thème d'un article de Claude Torracinta que nous reproduisons ci-dessous. Il a paru dans le troisième numéro de Tangram, la revue de la Commission fédérale contre le racisme, qui contient plusieurs contributions sur la relation entre médias et racisme (Commission fédérale contre le racisme, 3003 Berne). pi

«**L**ES JOURNALISTES PEUVENT-ILS, consciemment ou non, être responsables de dérives racistes? En citant l'origine ethnique d'une personne impliquée dans un délit et en suggérant qu'elle peut expliquer son comportement, la presse renforce-t-elle les préjugés et les stéréotypes à l'égard de certaines communautés? Au nom de la liberté d'expression et de la transparence les journalistes doivent-ils ne rien cacher au risque de favoriser des réactions racistes ou, au contraire, doivent-ils ne pas indiquer l'origine ethnique d'une personne tant qu'il n'est pas établi qu'elle a pu jouer un rôle dans son attitude ou l'acte qu'elle a commis?

Éviter les amalgames

La permanence du racisme dans nos pays démocratiques, voire son aggravation en raison de la crise, exige-t-elle des journalistes qu'ils pratiquent une forme d'autocensure au nom du respect de la dignité humaine et d'un devoir moral fondamental? Ces questions sont importantes, et j'envie ceux qui y répondent sans états d'âme par «oui» ou par «non» dans la mesure où nous sommes en présence de deux intérêts apparemment contradictoires, à savoir la liberté d'expression et l'indispensable lutte contre toute forme de racisme.

En 1996 la Commission d'éthique du Syndicat lémanique des journalistes a été saisie d'une plainte contre un journal à propos d'une série d'articles consacrés à la présence de Gitans dans une petite ville vaudoise.

Tout en réaffirmant leur attachement à la liberté d'expression et de critique

des journalistes, les auteurs de cette plainte estimaient que ces articles étaient «de nature à jeter le discrédit sur la communauté gitane dans son ensemble en renforçant les stéréotypes et les préjugés négatifs à son égard. L'amalgame entre des faits vérifiés et ceux qui ne le sont pas peut favoriser l'émergence de sentiments et d'attitudes intolérantes, voire racistes, à l'égard de personnes ou de groupes de sensibilité et de culture différentes.» [...]

Fallait-il malgré tout condamner ce journal pour violation de la «Charte des devoirs et droits des journalistes» et de la déontologie professionnelle? Au terme d'un long débat, la Commission d'éthique s'y refusa tout en exprimant ses critiques et sa gêne.

«[...] Elle se doit d'attirer l'attention de votre rédaction sur tout ce qui peut renforcer l'image négative d'une communauté, sur les dangers de la simplification et des a priori. En donnant la parole aux personnes mises en cause, en évitant les stéréotypes, en expliquant le contexte et les causes d'un problème, en faisant preuve de nuance, le journaliste assume à la fois son rôle d'informateur et sa responsabilité sociale.»

Cette responsabilité sociale impose aux journalistes d'être attentifs à tout ce qui peut porter atteinte à la dignité humaine, à ce qui renforce l'intolérance et la mise en cause des minorités ethniques, religieuses ou culturelles.

En juin 1986, la Fédération internationale des journalistes a complété sa Charte déontologique par un article 7 qui affirme:

«Le journaliste prendra garde aux risques d'une discrimination propagée par les médias et fera son possible pour

éviter de faciliter une telle discrimination, fondée notamment sur la race, le sexe, les mœurs sexuelles, la langue, la religion, les opinions politiques et autres et l'origine nationale ou sociale.» [...]

Approfondir la réflexion

Dans leurs chartes internes, des journaux ont adopté des règles semblables. Ainsi, le quotidien espagnol *El País* a pour principe de «ne pas mentionner les caractéristiques raciales des protagonistes d'un événement, à moins que celles-ci ne soient nécessaires à sa compréhension.» Une règle qu'a également adoptée *Le Monde*. Récemment des lecteurs ont reproché à ce journal de ne pas avoir fait mention de l'origine ethnique présumée des agresseurs d'une femme policière. Ce qui amenait le médiateur du quotidien français à préciser que «pour éviter toute dérive raciste, il faut en effet faire attention à ne pas suggérer, sans avoir mené une enquête sérieuse, que l'appartenance d'un individu à tel ou tel groupe contribue à expliquer son comportement.»

Certes la lecture quotidienne des journaux – pour ne pas parler de la radio et de la télévision – prouve à l'évidence que certains journalistes oublient trop souvent ces règles déontologiques et continuent à renforcer les préjugés. Comme l'écrivait Pinto De Oliveira (1987) cité par Daniel Cornu (1994):

«Combien de préjugés, de représentations stéréotypées ridiculisant ou flétrissant des groupes, des races, des peuples, des religions, persistent et marquent encore les esprits, grâce à la

Journalistes

connivence des médias et de leurs publics.»

Le jugement est sévère, mais fondé. Pressés par le temps, privilégiant le fait divers et l'émotion au détriment de la réflexion, négligeant de mettre les événements en perspective, des journalistes prêtent le flanc à la critique. Au nom de la liberté de la presse, de la nécessité de rendre compte de la réalité, ils renforcent les préjugés et entretiennent l'incompréhension.

Comment faire? La réponse n'est pas aisée. Mais il est indispensable que les organisations antiracistes et les associations professionnelles entreprennent une réflexion commune sur ce thème,

à l'exemple de ce qui a été organisé l'automne dernier en Suisse alémanique par la Commission fédérale contre le racisme. Il faut en débattre, s'interroger en commun sur des règles à respecter, des dangers à éviter, des dérives à condamner. Les éditeurs, rédacteurs en chef et journalistes doivent prendre conscience de leur responsabilité morale sans pour autant porter atteinte à la liberté d'expression et au droit des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs à une information rigoureuse, respectueuse des individus et des communautés. [...]

Claude Torracinta, journaliste

Tous ces petits riens qui ne font pas de bien

LA CUEILLETTE DES champignons est de saison. Pour ma part, j'ai prospecté sous les feuilles de 24H, dans le petit bois du «117 Express». C'est un bon coin que je vous dévoile volontiers – mais attention aux espèces vénéneuses, qui poussent aussi chez nous. À l'aide d'éléments glanés entre le 6 et le 22 août, voici un petit récit recomposé, un ragoût automnal:

Dans le courrier des lecteurs, une lectrice tire les conséquences de la votation populaire contre le racisme:

«Après avoir accepté la loi contre le racisme, nous avions pris la décision de nous museler nous-mêmes et devons, dès lors, contrôler ce que nous disons en public».

Ainsi, hier, dans notre bonne ville de Lausanne, «trois personnes, de nationalité étrangère, entraient et sortaient plusieurs fois de différents immeubles». «Démuni de papiers, l'un d'eux prétend être Portugais, mais s'exprime dans une langue aux tonalités slaves».

Africains de Suisse alémanique

Dans la rue d'à côté, «un homme de 31 ans est interpellé au guidon d'une moto à plaques étrangères». Ce «conducteur algérien de 20 ans, domicilié dans le canton, a été contrôlé par une patrouille». «Requérant d'asile de 30 ans, [il] est conduit à l'Hôtel de po-

lice pour des contrôles». «Finalement, les policiers découvrent de l'argent caché dans les effets personnels de ce requérant d'asile».

Alors que ce drame se nouait, «un Portugais de 22 ans, accusé notamment de viol», «étranger de passage, consomme trois bières dans un cabaret, il accepte d'en payer une, mais refuse de s'acquitter des deux autres».

Peu après, «le conducteur d'un véhicule zurichois conduit de façon très hésitante», alors que, «à la route de Chavannes, un automobiliste français de passage se fait «flasher» à 81 km/h». «Dans les deux cas, il s'agit d'Africains, requérants d'asile, domiciliés en Suisse alémanique».

En soirée, «des Africains âgés respectivement de 17 et 21 ans, requérants d'asile en Suisse alémanique, sont interpellés alors qu'ils vendent des boulettes d'héroïne au centre ville.»

Reste au bout du compte que, «sur le banc des accusés, il y a Vincent, un Zaïrois de 40 ans».

Et que dans le courrier des lecteurs, une lectrice annonce que «la somme de 100000 francs versés à cette famille zaïroise aurait permis à [son] organisation de couvrir [ses] frais d'exploitation de base pendant environ cinq ans!»

Et qu'un lecteur surenchérit:

«Loin de moi de tenir des propos racistes, mais il y a de quoi rester pantois devant de tels faits».

cp

En coulisse

PETER HASLER, le patron des patrons suisses, ne fait pas dans l'optimisme de commande. Selon lui, la reprise va tout au plus ralentir le mouvement de restructuration de l'économie helvétique et permettre de généraliser à nouveau la compensation du renchérissement. En vue, pas d'augmentations des salaires, ni de plein emploi – mais qui y croit encore?

L'USAM S'APPRÊTE à tenir congrès le 11 septembre à Lausanne et à fournir ce jour-là un auditoire de qualité, attentif sinon convaincu, à Jean-Pascal Delamuraz, qui prévoit de faire sa rentrée publique à cette occasion. Voici qui flatte les PME, perpétuelles déçues de la politique économique fédérale.

LE PROFESSEUR PIERRE TERCIER, qui préside la Commission de la concurrence (ex-Commission des cartels) a deux jolis dossiers à traiter: il doit se prononcer sur les fusions Migros-Globus et *Nouveau Quotidien-Journal de Genève*. Vu la sévérité de la commission à l'égard de petits journaux alémaniques disposant d'un quasi-monopole local, on attend avec curiosité son évaluation des effets de la position de plus en plus dominante occupée par Edipresse.

UN JURY AUTOPROCLAMÉ DE journalistes économiques suisses-alémaniques vient d'établir son classement annuel des meilleurs porte-parole d'entreprises et autres virtuoses des *public relations*. En tête: Bernard Koechlin, patron de Zschokke, tandis que le champion de l'an dernier, Hans Fankhauser, chargé des RP pour Novartis, se retrouve quatrième. Cruelle dégringolade pour l'infatigable Gertrud Erismann, qui roule pour l'UBS: première en 1993, septième en 1996 et 35^{ème} en 1997. Devinez la raison de cette chute libre.

MALMENÉS PAR FLAVIO COTTI, qui a reçu, par voie de presse, le précieux soutien de Jean Ziegler, les diplomates suisses ont leurs petits problèmes de budget. Ce qui a incité notre ambassadeur à Paris, Benedikt von Tschärner, à liquider son appartement dans la Berne fédérale en proposant rideaux et voilages à ses voisins, au plus offrant. On ne sait s'ils ont trouvé acheteur.

Tabucchi, romancier de l'espace public

Le dernier livre de Tabucchi ressemble à s'y méprendre à un polar, mais le classicisme du genre lui donne l'occasion de renouer avec ses éternelles préoccupations d'auteur engagé à rester clairvoyant sur nos sociétés.

PARU SIMULTANÉMENT EN italien et dans une traduction française, *La Testa perduta di Damasceno Monteiro* a d'abord les allures d'un robuste polar, comme *Sostiene Pereira* (1994) aurait pu se faire passer pour un roman d'espionnage. Un matin au réveil, Manolo le Gitan découvre un cadavre sans tête près de chez lui. Que s'est-il passé? Firmino, passionné de littérature et obsédé par son étude sur le roman portugais d'après-guerre, collabore à un quotidien de boulevard pour gagner son pain. Il mène l'enquête à Oporto, ville du crime.

Faire triompher la justice

Dans la moiteur d'août, si familière aux lecteurs de Tabucchi, Firmino découvre des indices troublants, recueille d'étranges témoignages. L'affaire impliquant des représentants de l'État et risquant donc d'être étouffée, le jeune homme, délicatement guidé par Dona Rosa, sa logeuse à Oporto, devient le véritable détective de la société civile. L'alliance de la Presse et du Droit, contre un État corrompu et autoritaire, est consacrée par la figure émouvante d'un vieil avocat surnommé «Loton», nostalgique, obèse et fin lettré, avec lequel Firmino noue une relation complice. Ensemble, ils se promettent de faire triompher la justice, non celle des oppresseurs mais celle des sans-voix. Dans *Sostiene Pereira*, récit sur l'engagement anti-fasciste dans le Portugal de Salazar, la presse jouait déjà le même rôle: elle revendiquait la liberté de formuler, à tout moment et à tout propos, une opinion critique qui garantisse l'existence effective d'une «opinion publique» pluraliste et contrastée.

(En) quête

Dans ce récent roman de Tabucchi, la réflexion sur le statut du journalisme se double d'une fine pensée sur les fondements du droit, qui émane de Loton. L'avocat refuse d'asseoir le droit sur une quelconque *Grundnorm* indépassable qui autoriserait, le cas échéant, les pires exactions. Ce n'est pas abuser que de qualifier d'engagé ou de responsable le récit de Tabucchi. La volonté de justice, soustraite aux intérêts politiques du temps, y est incarnée par

un jeune homme inexpérimenté ainsi que par un vieil asthmatique obèse, symbolisant du même coup la fragilité des discours critiques et la nécessité de garantir les lieux institutionnels (tribunal, presse libre) qui les accueillent. En de brefs chapitres, Tabucchi mêle diverses voix qui multiplient les perspectives sur l'intrigue: propos de Manolo le Gitan, discours de Loton, articles tirés du journal, témoignage de Leonel. L'intrigue policière n'annule pas les préoccupations quotidiennes et les tourments intimes, tant de Firmino que de Loton, mais confère un relief philosophique à leur (en) quête. Une fable juridique aux nombreuses résonances contemporaines.

Jérôme Meizoz

Antonio Tabucchi, *La Testa perduta di Damasceno Monteiro*, Milano, Feltrinelli, 1997, 239 p. Version française de Bernard Comment, Paris, Christian Bourgois, 1997. À noter que le cinéaste Alain Tanner tourne actuellement, au Portugal, une adaptation de *Requiem* du romancier italien.

Oubliés...

LE 1^{ER} AOÛT 1940, les soldats polonais internés à Kleindietwil (BE) ont participé à la fête locale du 1^{er} août. Ils avaient appris notre hymne national, mais le commandant de place leur interdit de le chanter. Le fait a été rappelé dans la *Berner Rundschau*.

LA JOURNÉE DE la Paix à l'Expo a-t-elle eu lieu le 18 octobre 1964? Qui se souvient de ce jour? Il y a une preuve de sa préparation. C'est une enveloppe rouge contenant cinq cartes postales. Elle est éditée par le comité d'organisation groupant une dizaine de mouvements pacifistes. Chaque carte reproduit un portrait et une pensée: Nicolas de Flue, dont la pensée en trois langues est tirée du *Livre du Soldat suisse*, Pestalozzi, Henri Dunant, Pierre Cérésolle et Edmond Privat. La citation de ce dernier est aussi en trois langues: français, allemand et espéranto. *cfp*